

**Point de presse de la porte-parole -
Commerce extérieur/120 ans des
conseillers du commerce
extérieur/Déclaration de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères -
Union européenne/Réunion
informelle des ministres du
commerce de l'Union européenne -
Ukraine/Prolongation du statut
spécial du Donbass
(Paris, 04 octobre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Commerce extérieur - 120 ans des conseillers du commerce extérieur - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (4 octobre 2018)

À l'occasion du 120^e anniversaire des conseillers du commerce extérieur, qui tiennent leur cinquième congrès mondial à Paris aujourd'hui et demain, je tiens à saluer l'engagement des 4.000 conseillers du commerce extérieur qui oeuvrent aujourd'hui pour promouvoir l'internationalisation de l'économie française dans plus de 140 pays et au coeur de nos territoires.

Ce réseau unique au monde est un partenaire incontournable des pouvoirs publics dans l'appui aux entreprises, la promotion de l'attractivité de la France et l'accompagnement des jeunes volontaires internationaux en entreprises.

Je sais pouvoir compter sur l'expertise et l'engagement des conseillers du commerce extérieur en faveur de la modernisation du dispositif français de soutien à l'export dans le cadre de la stratégie présentée par le Premier ministre à Roubaix le 23 février dernier. Les acteurs du commerce extérieur ont vocation à rejoindre les nouveaux dispositifs mis en place, en particulier les guichets uniques "TEAM France Export" qui ont d'ores et déjà vu le jour en coopération avec Business France, les chambres de commerce et d'industrie et les régions.

Je tiens particulièrement à féliciter le conseil national des conseillers du commerce extérieur de la France et son président Alain Bentéjac et leur souhaite un vif succès à l'occasion de ce cinquième congrès mondial.

2 - Union européenne - Réunion informelle des ministres du commerce de l'Union européenne

(Innsbruck, 4-5 octobre 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra les 4 et 5 octobre à Innsbruck pour participer à la réunion informelle des ministres du commerce de l'Union européenne.

Lors de cette réunion, les ministres auront un échange sur les enjeux et les opportunités de la politique commerciale commune. Ils traiteront en particulier des relations commerciales de l'Union européenne avec les Etats-Unis et des propositions de modernisation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le secrétaire d'Etat réitérera la volonté du président de la République, qu'il a rappelée lors de son discours le 25 septembre dernier devant l'Assemblée générale des Nations unies, qu'une feuille de route pour la réforme de l'OMC soit adoptée lors du G20 de Buenos Aires (30 novembre-1er décembre 2018). Il rappellera le soutien de la France aux pistes de modernisation de l'Organisation et de ses règles que l'Union européenne propose.

3 - Ukraine - Prolongation du statut spécial du Donbass (4 octobre 2018)

La France salue l'adoption par le parlement ukrainien de la loi prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019 la validité de la loi relative au statut spécial d'autonomie locale de certaines localités des oblasts de Donetsk et de Louhansk.

Cette décision manifeste une nouvelle fois l'engagement de l'Ukraine à remplir ses obligations politiques au titre des accords de Minsk.

Nous appelons les parties au respect de toutes leurs obligations au titre des accords de Minsk, notamment à observer le cessez-le-feu et à retirer les armes lourdes. Elles doivent également désengager leurs troupes des zones désignées en 2016 comme elles en ont pris l'engagement dans le cadre du groupe de contact trilatéral.

Les accords de Minsk prévoient la tenue d'élections locales dans le cadre de la législation ukrainienne. Toute autre forme de scrutin, tel qu'annoncée par des autorités de facto, est contraire tant à la lettre qu'à l'esprit de ces accords et serait considérée nulle et non avenue. Nous appelons la Russie à utiliser son influence sur les autorités de facto pour que celles-ci renoncent aux prétendues élections prévues le 11 novembre 2018./.